

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 889^e
SÉANCE**

Jeudi 10 octobre 1963,
à 10 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Expression de sympathie au gouvernement et au peuple italiens à l'occasion de la récente catastrophe dans la vallée de la Piave</i>	63
<i>Discussion générale sur l'ensemble des points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission (suite).</i>	63
<i>Organisation des travaux de la Commission. . .</i>	66

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

Expression de sympathie au gouvernement et au peuple italiens à l'occasion de la récente catastrophe dans la vallée de la Piave

1. Le PRÉSIDENT, parlant au nom de tous les membres de la Commission, adresse ses condoléances au gouvernement et au peuple italiens à l'occasion de la catastrophe qui vient de les frapper.

2. M. FRANZI (Italie) remercie le Président.

DISCUSSION GÉNÉRALE SUR L'ENSEMBLE DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RENVOYÉS À LA COMMISSION (suite)

3. M. DJOBO (Togo) dit que les pays sous-développés, qui sont tributaires de l'exportation de produits primaires, subissent des pertes financières considérables du fait de conditions atmosphériques défavorables et de manipulations des prix à Londres, Paris, New York et ailleurs. Ces pertes sont hors de proportion avec les ressources qu'ils reçoivent sous forme d'assistance. L'assistance extérieure intéresse essentiellement les secteurs social et culturel, alors que ce sont l'industrie et l'infrastructure économique qui revêtent la plus grande importance pour les pays en question. Par ailleurs, l'assistance ne va pratiquement jamais aux secteurs dans lesquels on estime que l'économie du pays bénéficiaire fait concurrence à celle du pays donateur. L'activité des pays développés s'étend déjà à presque toutes les branches d'industries, mais on ne peut attendre des pays sous-développés qu'ils renoncent à l'industrialisation, qui répond à un besoin si urgent. La récente hausse des prix des produits de base, que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, M. de Seynes, a mentionnée dans sa déclaration (881^{ème} séance), donne quelque espoir. Toutefois, le Sous-Secrétaire a ajouté que l'analyse ne permet cependant pas encore de conclure qu'il s'agit d'un renversement durable de la tendance. La prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait assurer ce renversement de la tendance et porter les prix des produits de base à un juste niveau. Une autre raison d'espérer est la perspective d'un désarmement qui

libérerait des ressources dont bénéficieraient les pays en voie de développement, fût-ce dans une mesure infime.

4. Les pays en voie de développement, qui souhaitent obtenir des prêts à faible taux d'intérêt, ainsi que d'autres facilités financières, attachent une grande importance à l'idée d'un fonds des Nations Unies pour le développement et espèrent que les obstacles à sa création seront bientôt levés.

5. Puisque le développement est l'une des activités majeures des Nations Unies, il importe de réunir les conditions nécessaires à sa réalisation et d'empêcher toute activité allant à l'encontre de cet objectif. Le Portugal et l'Afrique du Sud sabotent systématiquement la coopération économique, et les grandes puissances, qui portent une lourde responsabilité à cet égard, devraient intervenir en usant de toute leur autorité morale.

6. Les pays en voie de développement se rendent parfaitement compte qu'il leur incombe de faire l'effort principal en vue de leur propre progrès. Toutefois, le monde ne connaîtra jamais une paix véritable tant que les trois quarts de l'humanité souffriront de la faim et de la pauvreté; le premier pas sur la route de la paix est l'assistance aux pays en voie de développement. L'un des moyens d'aider ces pays serait d'assurer une meilleure répartition géographique des sièges dans tous les organes des Nations Unies et notamment au Conseil économique et social.

7. M. DUPRAZ (France) dit que la Décennie des Nations Unies pour le développement est moins un plan qu'une promesse ou un pari fait pour le progrès et pour la paix. En proposant comme objectif que les pays sous-développés atteignent un taux minimum de croissance annuelle du revenu national de 5 p. 100 à la fin de la Décennie, l'Assemblée générale a mis l'accent non pas sur les moyens d'atteindre ce but, mais sur le but lui-même. Il est intéressant de constater que, afin d'assurer l'expansion de leur économie dans leur intérêt propre et dans celui des pays moins développés, les Etats industrialisés membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont eux-mêmes fixé un objectif de même dimension. Toutefois, à l'inverse de ces Etats, les pays sous-développés ont à faire face à une expansion démographique qui a pour effet d'annuler l'augmentation du revenu par habitant. Une confrontation des problèmes démographiques et des problèmes économiques permettrait d'avoir une idée plus précise des difficultés auxquelles se heurte la croissance des pays sous-développés.

8. Dans une étude faite à l'intention du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/CONF.46/PC/13), le Secrétariat a établi, en partant de l'hypothèse d'un taux de croissance annuelle de 5 p. 100, une projection du déficit de la balance des paiements des pays en voie

de développement. Ce déficit, qui était d'environ 5 milliards de dollars en 1959, atteindrait en 1970 20 milliards de dollars, dont 9 milliards pourraient être couverts par l'aide extérieure, ce qui laisserait un solde de 11 milliards de dollars. Les moyens d'assurer un rythme de progrès économique suffisant tout en évitant un déséquilibre excessif des comptes extérieurs se rangent dans trois grandes catégories: l'assistance internationale; les politiques nationales fondées sur des plans de développement agricole et d'industrialisation; le commerce extérieur considéré comme un instrument de développement économique.

9. L'aide économique bilatérale et multilatérale accordée par les pays industriels continuera à jouer un rôle décisif dans le progrès économique et social des pays bénéficiaires. Le seul critère permettant de comparer l'assistance fournie par les divers Etats individuels est le pourcentage du revenu national de ces Etats que représente l'assistance en question. La nécessité d'assurer le courant de capitaux privés pose des problèmes, qui ont inévitablement un aspect politique, à la fois pour les pays bénéficiaires et pour les pays donateurs. Les pays en voie de développement devront décider eux-mêmes quelle sera leur politique à l'égard des capitaux privés, mais il est certain que les concours publics ont besoin de ces relais ou de ces compléments.

10. La planification, généralement jugée indispensable au développement équilibré des économies sous-développées, n'est pas une tâche facile. Les méthodes employées avec succès par certains Etats ne sont pas nécessairement adaptées à d'autres. Certains pays sous-développés se sont vus dans l'obligation de reviser leurs plans tout comme certaines nations industrielles. Toutefois, la nécessité d'un développement rapide ne peut s'accommoder de faux départs. Le choix d'un plan de développement est fondamentalement une œuvre politique; le gouvernement qui veut se fixer des objectifs doit tenir compte non seulement des possibilités de son territoire, mais aussi de l'aptitude des populations à se rallier à ces objectifs et à faire les efforts correspondants. Pour assurer l'expansion de leur économie, les pays en voie de développement doivent diversifier leur agriculture et perfectionner leurs moyens de production. Il faut encore convaincre les classes paysannes, habituées à des structures économiques et sociales archaïques, des besoins d'une agriculture moderne. La nécessité de l'industrialisation est incontestée mais, pour être viables, les industries jeunes des pays sous-développés doivent pouvoir écouler leurs produits sur un marché intérieur qui, comme en ont fait l'expérience de nombreux pays en voie de développement, peut être assuré par l'intégration économique régionale. Dans les domaines de la planification, de l'agriculture et de l'industrialisation, la récente Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées a montré la nécessité de préparer les esprits à l'introduction de nouvelles méthodes scientifiques et techniques au rythme que permettent les conditions locales.

11. L'industrialisation permet de substituer aux produits importés une part croissante de la production nationale, mais elle crée en même temps des besoins nouveaux qui rendent indispensable le développement des exportations. On comprend dès lors l'intérêt que portent tous les pays à la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Certains représentants vont jusqu'à préconiser un

changement radical des principes qui régissent le commerce. La suppression des barrières douanières dépendra encore longtemps des négociations entre Etats souverains. Mais la Conférence facilitera ces négociations et contribuera à l'évolution des concepts applicables aux échanges internationaux.

12. Si le commerce international doit être un élément de rapprochement entre les peuples, il faut que tous les Etats acceptent de s'imposer des règles de conduite précises et de se conformer à un code de pratiques communes. La libération des échanges est sans aucun doute l'objectif primordial. Pour les pays d'économie libre, cela signifie l'élimination progressive des droits de douane et des restrictions quantitatives. Dans les pays à économie planifiée, cela suppose que le commerce extérieur et les prix cesseront d'obéir d'une manière rigide à des impératifs internes. D'autres principes fondamentaux des relations économiques internationales sont la non-discrimination et la réciprocité.

13. Il est certain que la doctrine libérale du commerce extérieur admet des exceptions, et c'est une question que la Conférence pourrait utilement aborder. Il serait préférable de reconnaître dès le départ que la grande majorité des produits agricoles obéit à des règles particulières. Par ailleurs, il semble difficile d'imposer aux pays en voie de développement le respect intégral d'un code de conduite conçu principalement pour régir les échanges entre pays industriels. Ceux-ci ont déjà accepté, au sein du GATT, de ne plus s'en tenir rigoureusement à la règle de réciprocité dans leurs rapports avec les pays sous-développés. En même temps, l'action internationale doit viser à stabiliser les prix de produits de base et à développer les exportations de produits manufacturés.

14. Les importateurs et les exportateurs de produits primaires doivent unir leurs efforts pour assurer aux producteurs eux-mêmes, aux paysans, par le moyen d'accords internationaux, un relèvement substantiel des prix de leurs produits. La notion d'organisation des marchés n'a de valeur que pour les produits dont le commerce et les conditions de production exigent une telle organisation. Ces produits sont peut-être en nombre limité, mais ils occupent une place prépondérante dans les exportations des pays sous-développés. Cela suffit à justifier le recours à des méthodes nouvelles. Comme M. de Seynes l'a fait observer, le libéralisme implique l'acceptation par les pays industrialisés du principe de l'organisation des marchés.

15. Le problème qui consiste à accroître les exportations de produits ouverts et semi-ouverts en provenance des pays en voie de développement est extrêmement délicat. Il s'agit habituellement de produits émanant de pays à main-d'œuvre abondante et à faibles salaires, contre lesquels les pays industrialisés ont établi une sorte de protection. Souvent, ces produits sont fabriqués à des conditions de prix et de qualité qui ne les rendent pas encore comparables à ceux des pays industrialisés. Le problème est de leur trouver de nouveaux débouchés sans bouleverser le marché des producteurs traditionnels. Dans la plupart des cas, le recours à des mesures préférentielles serait une solution. Cette entorse aux principes de non-discrimination ne serait que temporaire et entrerait dans la zone des "déviations tolérables" dont M. de Seynes a parlé.

16. La formation de groupements économiques régionaux, en vue de créer des marchés plus vastes, ne peut qu'être encouragée. Certes, la politique com-

merciale de ces groupements doit tenir compte des intérêts légitimes des pays tiers, comme les membres de la Communauté économique européenne l'ont d'ailleurs toujours fait. On voit difficilement sur quelles bases les pays tiers pourraient s'appuyer pour revendiquer un traitement égal à celui accordé aux membres d'un groupement particulier. Les membres des divers groupements économiques ont déjà souligné les avantages de ces entreprises et, pour sa part, le Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne a fait ses preuves en ce qui concerne l'ouverture sur l'extérieur.

17. Certaines critiques ont porté plus sur les modalités de l'association entre la Communauté et certains pays africains que sur l'intégration européenne proprement dite. Cette association procède non pas d'une conception doctrinale, mais plutôt de la nécessité pratique d'assurer aux agriculteurs africains les mêmes avantages et garanties qu'aux producteurs européens. L'organisation des marchés à l'échelon régional n'est pas incompatible avec une organisation mondiale.

18. Certaines des idées que M. Dupraz vient d'exposer sont déjà contenues dans la déclaration commune faite par les représentants de 17 pays en voie de développement devant le Comité préparatoire, lors de sa deuxième session, et contenue dans le rapport du Comité (E/3799, par. 186). Cette déclaration va cependant plus loin et suggère les mesures qui devraient être prises. C'est là plutôt la tâche de la Conférence elle-même. Le texte mérite certainement d'être étudié par tous les participants, mais l'adopter dès maintenant serait prématuré.

19. Au fur et à mesure qu'augmente l'intérêt des Nations Unies pour les questions économiques, le Conseil économique et social doit veiller à rester un organe d'impulsion, de contrôle et de coordination. A cette fin, il convient de lui donner un caractère plus représentatif et de porter le nombre de ses membres de 18 à 24. La place plus large qui serait ainsi faite aux pays en voie de développement conférerait au Conseil un prestige accru.

20. M. HAMID (Irak) fait observer que les décisions de la Commission sont attendues avec un intérêt tout particulier par les peuples auxquels les bienfaits du progrès ont été refusés jusqu'à présent. Lorsqu'on examine les réalisations passées et les initiatives nouvelles, il importe de se rendre compte qu'il ne suffit pas de développer au maximum le potentiel d'un pays; il est tout aussi essentiel que ce nouveau potentiel trouve sa place dans un cadre de rapports internationaux harmonieux. Une entreprise de cette nature exige la persévérance des peuples et des gouvernements des pays en voie de développement, ainsi que la compréhension et la coopération des pays développés.

21. L'évolution mondiale a été bien analysée dans les études des Nations Unies, mais de nombreuses difficultés subsistent dans la voie d'un progrès réel et durable. L'opinion selon laquelle l'assistance en vue du développement est une œuvre de charité plutôt qu'une responsabilité mutuelle est particulièrement dangereuse. Le problème n'est pas seulement d'élever le niveau de vie des pays en voie de développement jusqu'à ce qu'il soit identique ou comparable à celui des pays développés; il faut encore assurer une saine croissance de leur économie. Certes, les travaux des organismes des Nations Unies ont revêtu une importance considérable aux fins d'un développe-

ment régulier et soutenu, mais il ne suffit pas d'étudier les besoins et de jeter les bases du développement par le préinvestissement et la recherche; la mise en œuvre des projets implique également l'adoption de mesures pratiques et des ressources plus importantes. Les organismes nationaux de planification et de développement devraient avoir une plus grande liberté d'action dans l'utilisation des moyens de développement, et il faudrait fournir des ressources accrues à des conditions plus favorables.

22. Les travaux de la Commission se sont centrés sur trois grands types d'action: le financement de l'infrastructure, l'industrialisation et le commerce. En ce qui concerne le premier, M. Hamid fait observer que, d'après le paragraphe 43 de la publication intitulée Les besoins des pays peu développés en matière d'équipement (A/AC.102/5), le total des besoins des pays sous-développés en capitaux étrangers, aux fins du développement, atteindrait environ 5 milliards 700 millions de dollars par an au cours de la période 1962-1971, et environ 4 milliards 700 millions durant la période 1972-1976. Les études récentes font apparaître de nouveaux besoins, mais n'indiquent aucune nouvelle solution ou source de capitaux. Il semble que la seule autre source soit le désarmement, et le Gouvernement irakien attend que les pays intéressés adoptent une attitude plus favorable quant aux mesures pratiques à prendre en ce sens.

23. Le courant actuel des capitaux et de l'assistance vers les pays en voie de développement est décevant: l'objectif du Fonds spécial n'a pas été atteint, une bonne part du courant de capitaux est absorbée par les pays développés, et les fonds qui parviennent aux pays en voie de développement sont soit fournis à des conditions défavorables, soit assortis de restrictions. C'est pourquoi on a vu naître l'idée d'un fonds d'équipement initialement émise lors de la cinquième session de l'Assemblée générale. Au cours des longues discussions qui ont suivi, une nette divergence de vues s'est fait jour, les pays avancés préconisant une assistance bilatérale et les pays sous-développés une assistance multilatérale. Malgré certains faits nouveaux, notamment l'acceptation d'une meilleure conception du rôle des Nations Unies et le succès de l'idée de non-engagement, qui militent en faveur de l'assistance multilatérale, les deux groupes sont restés sur leurs positions et le projet de statut du fonds est demeuré lettre morte.

24. La décision du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies de demander au Secrétariat d'étudier la possibilité de transformer le Fonds spécial en un fonds d'équipement, la proposition tendant à proroger le mandat du Comité et la proposition brésilienne d'établir un mécanisme permanent pour l'étude des besoins en capitaux de développement et du courant des capitaux sont autant de mesures positives, exposées dans le rapport du Comité sur sa troisième session (A/5536), qui méritent l'approbation de l'Assemblée. La délégation irakienne espère que l'étude envisagée se concentrera sur les besoins plutôt que sur les possibilités.

25. L'industrialisation est la clef de voûte d'un développement bien conçu et régulier, non seulement parce qu'elle est essentielle au progrès, mais aussi parce qu'elle permet aux pays en voie de développement de tirer parti, eux aussi, des réalisations techniques. Mais le développement industriel dépend également d'une structure harmonieuse du commerce international. Le Gouvernement irakien estime que la

création d'une institution spécialisée pour le développement industriel aurait une très grande utilité: d'abord, elle permettrait de faire largement connaître l'expérience acquise par certains des pays en voie de développement; ensuite, les pays en voie de développement pourraient se familiariser avec les facteurs fondamentaux qui mènent au progrès économique; enfin, elle permettrait de tirer les leçons de l'expérience technique des pays développés, ainsi que d'étudier les problèmes du financement industriel et les solutions qui y ont été apportées dans les pays développés. En préconisant la création d'une institution spécialisée, la délégation irakienne ne souhaite aucunement minimiser l'importance du Centre de développement industriel, qui rendra certainement d'incalculables services.

26. Le transfert et l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions moins développées est, de par sa nature même, l'un des aspects du développement industriel. La délégation irakienne se félicite de la décision prise, pour donner suite aux travaux de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, de créer un comité dans ce domaine, mais elle estime qu'un problème aussi complexe devrait être confié à une institution spécialisée pour le développement industriel. En particulier, M. Hamid voit mal quel pourrait être à cet égard le rôle du Fonds spécial, dont les ressources sont déjà limitées.

27. L'écart entre les pays en voie de développement et les pays développés reste important. La différence considérable qui existe entre ces deux groupes de pays, du point de vue du revenu par habitant, ressort de façon particulièrement frappante d'un examen de la situation commerciale. Alors que les pays en voie de développement devraient attendre de la coopération et de l'aide, ils ne cherchent plus maintenant qu'à se protéger des influences néfastes, des restrictions et des fluctuations des prix de leurs produits de base. Ils s'efforcent d'obtenir de meilleurs prix pour leurs marchandises, ainsi que de justes possibilités du point de vue du travail et des marchés. L'élimination de tous les obstacles à leurs exportations n'est pas seulement une idée noble; c'est aussi une nécessité pratique. La délégation irakienne souscrit entièrement à la déclaration commune présentée par les représentants des 17 pays en voie de développement au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et espère que l'Assemblée générale adoptera une résolution s'inspirant de cet appel.

28. Pour les pays en voie de développement, l'objectif de la Conférence est de donner au commerce international une meilleure structure qui tienne compte de la productivité de leurs peuples, lorsqu'ils commenceront à jouer leur rôle dans le monde technique et industriel. Une meilleure division internationale du travail implique la création de possibilités pour les peuples des pays en voie de développement, lesquels sont soit éloignés des marchés rémunérateurs, soit dépourvus de personnel spécialisé en raison de leur sous-développement. Mais il y a d'autres facteurs importants tels que les pratiques discriminatoires de certains groupements régionaux qui ont fermé leurs portes aux matières premières et aux articles semi-finis des pays en voie de développement.

29. Il est clair que les avantages d'un commerce international élargi seront partagés par les pays déve-

loppés et les pays en voie de développement. La plupart des questions à l'ordre du jour provisoire de la Conférence, tel qu'il figure dans le rapport du Comité sur sa première session (E/3720, par. 6), ont été longuement traitées à l'Assemblée générale, mais elles ne l'ont jamais été d'une façon aussi complète qu'elles le seront à la Conférence, ni dans la même perspective.

30. En ce qui concerne la décentralisation des activités des Nations Unies dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales, M. Hamid attire l'attention sur le dilemme dans lequel se trouvent les pays qui n'appartiennent à aucune commission économique régionale. Il espère que le centre de Beyrouth sera élargi de façon à pouvoir répondre aux besoins des pays arabes de la région.

31. La délégation irakienne accueille avec satisfaction le plan proposé dans la note du Secrétaire général (E/3780) pour la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies, et elle espère qu'une fois créé cet institut pourra aider les pays en voie de développement à fonder leurs propres instituts dans ce domaine.

32. Depuis la révolution de février, le Gouvernement irakien a fait porter l'essentiel de ses efforts sur l'amélioration des termes de l'échange avec les autres pays arabes. Il a établi une unité économique avec la République arabe syrienne et examine la possibilité de convoquer une conférence économique arabe à Bagdad. Le commerce de l'Irak avec le reste du monde est libéral et sans restrictions. Le Gouvernement irakien prépare un nouveau plan de développement mettant l'accent sur des projets plus productifs et prévoyant un gigantesque programme de développement rural, et il intensifie ses efforts dans le domaine de la réforme agraire, tout en s'employant à accélérer l'expansion industrielle. Il espère continuer à recevoir l'aide des Nations Unies, notamment en matière d'administration publique.

Organisation des travaux de la Commission

33. Le PRÉSIDENT propose que la Commission fixe au vendredi 25 octobre la date limite pour le dépôt des projets de résolution ayant trait au premier groupe des questions qui lui ont été renvoyées et au vendredi 1er novembre la date limite pour le dépôt des projets de résolution intéressant le second groupe de questions. La Commission est déjà saisie de trois projets de résolution dont le Conseil économique et social lui a recommandé l'adoption dans ses résolutions 937 (XXXV), 964 (XXXVI) et 985 (XXXVI). Le Président propose que le troisième projet soit examiné en rapport avec le premier groupe de questions et les deux autres en rapport avec le second groupe.

34. Bien qu'aucune décision ferme ne puisse être prise en ce qui concerne l'ordre dans lequel seront examinés les différents projets de résolution jusqu'à ce que les textes aient été communiqués, le Président suggère que, conformément à la procédure antérieurement appliquée, ces projets soient examinés dans l'ordre de leur dépôt. Au cas où deux d'entre eux traiteraient du même sujet, ils pourront être groupés et examinés ensemble si la Commission le désire. Par ailleurs, on pourra donner la priorité à tel ou tel texte, si la majorité des membres estime qu'il y a des raisons décisives de le faire.

35. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) propose que, lorsque tous les projets de résolution concernant une question donnée auront été déposés, le Président fixe une date pour la clôture de la liste des orateurs sur cette question.

36. M. STANOVNIK (Yougoslavie) suggère que le Président fixe au 22 ou 23 octobre la date limite pour le dépôt des projets de résolution concernant le premier point de l'ordre du jour renvoyé à la Commission. La date limite pour les projets de résolution concernant le deuxième point pourrait se situer une semaine ou 10 jours plus tard, et celle des projets

de résolution sur le troisième point encore une semaine après. Les travaux de la Commission seraient ainsi accélérés et le problème des priorités ne se poserait pas, l'ordre de priorité étant fonction de l'ordre du jour lui-même.

37. M. TELL (Jordanie) et M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) appuient les deux suggestions.

38. Le PRESIDENT indique qu'il souhaite examiner ces suggestions plus avant et différera donc la décision en la matière.

La séance est levée à 12 h 45.